

C'est dans une telle situation que se sont produites, au cours de trois années, deux grèves générales politiques victorieuses, des manifestations de masse dans la rue mobilisant des dizaines de milliers de prolétaires, une série d'actions revendicatives qui ont permis, pour une partie du moins de la classe ouvrière, de compenser intégralement la hausse du coût de la vie. C'est dans de telles conditions objectives qu'une puissante mobilisation des travailleurs belges a fini par mettre en échec l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord elle-même, et par bouleverser tous ses plans concernant la généralisation du service militaire de 2 ans à toute l'Europe « atlantique ». C'est dans les relations particulières qui existent entre le Parti socialiste belge et la masse des travailleurs qu'il faut chercher la raison de ces événements surprenants.

Sauf pendant les années qui ont immédiatement suivi la libération, le mouvement réformiste belge a organisé et maintenu sous son influence la grande majorité des travailleurs conscients de leurs intérêts de classe depuis plus d'un demi-siècle. De par sa composition sociale et de par son influence, il a été entre les deux guerres et il est resté le parti réformiste le plus prolétarien du continent. De ce fait, des rapports de confiance à longue échéance — on pourrait parler sans abuser de ce mot de confiance historique — ont été établis entre la partie consciente de la classe ouvrière et le Parti socialiste, comparables à ceux qui régissent, en Grande-Bretagne, les relations entre le prolétariat et le Labour Party. Quand les dirigeants du Parti socialiste pratiquent activement une politique de collaboration de classe; quand ils participent à des gouvernements bourgeois et brisent des grèves, des parties importantes de l'AVANT-GARDE ouvrière peuvent, sous l'effet de ce choc, se détacher temporairement du contrôle de leur direction; entrer en lutte indépendamment de celle-ci, créer au cours de la lutte leurs propres organes de combat. Pour la GRANDE MASSE des travailleurs, il ne s'est encore produit aucun choc d'une ampleur suffisante à permettre de telles réactions. De ce fait, après chaque vague de lutte qui a été déclenchée CONTRE les organisations de masse, une partie de l'avant-garde, incapable de maintenir un cadre organisationnel en dehors de ces organisations, se détache de l'ensemble du mouvement et retombe dans le scepticisme et la passivité. Une autre partie rejoint de nouveau l'organisation de masse et se soude à l'intérieur de celle-ci aux couches nouvelles d'avant-garde qui proviennent des générations plus jeunes.

Ce processus s'est répété à diverses reprises dans l'histoire du mouvement ouvrier belge. Il s'est produit à la fin du siècle dernier. Il s'est produit à nouveau dans les années 1920, dans les années 1930, et à la fin des années 1940 de notre siècle. L'occasion objective de ce regroupement périodique est offerte par la modification, non moins périodique, dans l'attitude des chefs réformistes envers le pouvoir établi. Quand les dirigeants réformistes, par leur politique de collaboration de classe, à un moment donné brisent l'élan combatif de la classe — et c'est là la fonction essentielle pour la bourgeoisie de leur participation au gouvernement — le rapport de forces entre les classes se modifie en même temps. Par suite de cette modification, la participation gouvernementale des réformistes devient un luxe superflu pour la bourgeoisie. On retourne aux gouvernements des seuls partis bourgeois. Mais dans l'opposition les dirigeants socialistes sont incapables de parler le même langage que quand ils sont au pouvoir. Leur rapport avec les luttes ouvrières se modifie. Pour avoir des chances quelconques d'augmenter leurs positions et leurs privilèges dans l'appareil d'Etat, ils sont obligés de mobiliser, ne fût-ce que temporairement et de façon partielle, la classe ouvrière. C'est le moment où les regroupements se produisent, où les anciennes gauches détachées du parti se résorbent, où de nouvelles gauches se constituent.

Il n'en a pas été différemment depuis 1949. Dans la question royale, dans la question de la lutte contre les 24 mois, dans la question de la lutte contre la libération de tueurs et chefs fascistes, l'initiative est chaque fois partie des dirigeants socialistes eux-mêmes. Ils ont voulu créer chaque fois une agitation politique pour renforcer leurs positions électorales. Il a même pu sembler un moment que la masse restait « indifférente » à ces diverses campagnes. Combien d'observateurs inattentifs se sont laissés prendre à cette « indifférence » ! Ayant appris la dure leçon des renversements soudains de vapeur de la part de leurs dirigeants, les masses hésitent à suivre ceux-ci dans l'action avant qu'elles aient acquis la conviction que, cette fois-ci, « c'est pour de bon ». Une fois cette conviction acquise, tout le potentiel de combat accumulé au cours des périodes précédentes, et que les dirigeants réformistes avaient alors savamment comprimé pour empêcher une explosion sociale, se décharge avec une puissance élémentaire. On l'a vu en août 1950, quand la grève générale commença à se transformer en insurrection dans les principaux bastions du prolétariat, à Liège et dans le Borinage.